

MESSAGE N° 108 3 novembre 2008
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi
d'un crédit d'engagement pour l'équipement des
forêts domaniales

Conformément aux articles 29ss de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat et son règlement d'exécution du 12 mars 1996, nous avons l'honneur de vous soumettre un message à l'appui d'un projet de décret portant sur l'octroi d'un crédit d'engagement de 4 470 000 francs pour l'équipement des forêts domaniales.

Sont concernés les domaines d'équipement suivants:

- Remise en état et amélioration de chemins existants
- Construction et amélioration des centres et entrepôts forestiers
- Délassement et accueil du public, divers bâtiments
- Mesures de protection contre les dangers naturels
- Amélioration de biotopes et protection de la nature
- Participation à des syndicats

Le dernier décret concernant les forêts domaniales a été adopté le 11 mai 1998 par le Grand Conseil et promulgué le 18 août 1998 par le Conseil d'Etat. Il concernait l'exécution d'un programme pluriannuel (1998–2004). Pour diverses raisons, le programme d'investissement dans les forêts domaniales a subi des retards, ce qui explique que les moyens de 5 262 570 francs mis à disposition en 1998 seront épuisés dans le courant de l'année 2008 seulement. Les programmes d'investissement «Forêts communales et privées» d'une part, et «Forêts domaniales» d'autre part, sont traités séparément depuis 1997. Dans le présent message, on fait en outre remarquer que les projets de soins aux forêts protectrices ne sont plus compris, car ils ne sont plus assignés aux investissements. Ce transfert de dépenses des investissements vers le fonctionnement n'a que de faibles conséquences étant donné que 3 projets uniquement ont été concernés par cette disposition dans la période écoulée (effet environ 50 000 francs/an pour la période 1998–2007) et qu'un seul projet avec un solde de travaux de 120 000 francs (2009–2016, charge nette environ 20 000 francs) est concerné pour la nouvelle période.

Le présent message est axé sur les cinq chapitres suivants:

1. Brève description des forêts domaniales
2. Utilisation des derniers crédits d'engagement accordés: bilan et situation actuelle
3. Commentaires sur le nouveau programme
4. Programme 2009–2016 pour l'équipement des forêts domaniales
5. Considérations finales

1. BRÈVE DESCRIPTION DES FORÊTS DOMANIALES

Les forêts domaniales du canton de Fribourg s'étendent sur une surface de 4800 hectares, soit 12% de la surface forestière totale du canton. Réparties sur l'ensemble du canton, elles forment environ 35 grands massifs fores-

tiers, ainsi que de nombreuses autres surfaces de moindre importance. La carte en annexe montre leur répartition.

L'exploitation des forêts domaniales poursuit les buts suivants:

- Exploitation durable du bois en tant que matière première écologique
- Maintien et amélioration de la fonction protectrice contre les dangers naturels
- Amélioration des conditions du milieu naturel pour la faune et la flore (protection de la nature)
- Intégration de la fonction d'accueil et de délassement

La gestion doit se faire en prenant en compte des critères d'économie d'entreprise et de rentabilité. Selon les derniers chiffres de l'année 2007, un temps de travail productif annuel d'environ 64 000 heures, ou en moyenne d'environ 14 heures/hectare de surface boisée, est effectué dans le secteur des forêts domaniales. Le résultat d'exploitation, avec des dépenses totales de 7,43 millions de francs et des recettes de 5,26 millions de francs a certes été déficitaire, mais toutefois nettement moins que ce qui avait été budgétisé. Différentes prestations sociales sont aussi contenues dans ce résultat. Les parties de l'entreprise orientées vers la rentabilité économique (production de bois, travaux pour tiers) couvrent pratiquement leurs coûts et montrent à nouveau des tendances très positives, en raison de l'augmentation du prix des bois.

Au cours des 10 dernières années, plus de la moitié des forêts domaniales (environ 2900 hectares) a été intégrée *pour la gestion et l'exploitation* avec les forêts communales avoisinantes, dans le cadre de la réorganisation des forêts publiques en corporations de triage. La planification, l'organisation et la réalisation des différents travaux dans les forêts domaniales sont effectués par les gestionnaires d'entreprise, sous la surveillance des arrondissements forestiers du Service des forêts et de la faune. La haute surveillance est du ressort du chef de service, respectivement de la Direction compétente. Les forêts domaniales situées dans le district de la Singine forment, à partir de 2008, une seule entité sous le nom de «Staatsforstbetrieb Sense» (environ 1800 hectares).

Tandis que l'entretien courant des installations permanentes est repris par ces nouvelles unités de gestion, les travaux avec caractère d'investissement (importantes remises en état, nouvelles installations, etc.) restent, comme jusqu'à présent, complètement du ressort du propriétaire foncier. Concernant *les équipements dans les forêts domaniales*, les réorganisations et restructurations effectuées et planifiées n'entraînent ainsi pas de changements fondamentaux.

2. UTILISATION DES DERNIERS CRÉDITS D'ENGAGEMENT ACCORDÉS: BILAN ET SITUATION ACTUELLE

2.1 Situation financière selon le compte de fonctionnement

Conformément au système en vigueur, les contrôles du crédit d'engagement s'effectuent sur les dépenses effectives.

	Fr.
Solde du crédit selon décret du 20.11.1990	401 196
+ Décret du 11.05.1998	5 262 570
Total brut disponible au 01.01.1998	5 663 766
– Dépenses nettes 1998 (sans recettes)	656 413
– Dépenses nettes 1999	353 583
– Dépenses nettes 2000	394 787
– Dépenses nettes 2001	475 583
– Dépenses nettes 2002	837 897
– Dépenses nettes 2003	610 527
– Dépenses nettes 2004	938 376
– Dépenses nettes 2005	75 392
– Dépenses nettes 2006	99 495
– Dépenses nettes 2007	58 843
– A la charge du crédit Lothar 2000–2003	241 448
Sous total des dépenses nettes	4 742 344
Disponible au 01.01.2008	921 422

Investissements par rubrique financière pour la période 1998–2007:

Pos.	Description	Fr.
501.006	Matériel et prestations de tiers pour les constructions et l'infrastructure	5 589 517
501.007	Propres prestations pour les constructions et l'infrastructure	1 090 156
505.001	Matériel et prestations de tiers pour les mesures de protection	1 342 109
505.002	Propres prestations pour les mesures de protection	1 423 036
	Total des charges	9 444 818
631.001	Prestations pour tiers	290 459
660.007	Subventions fédérales pour l'infrastructure	2 414 241
660.008	Subventions fédérales pour les mesures de protection	2 239 222
	Total des recettes	4 943 922
	Charges nettes 1998–2007	4 500 896
	Charges spéciales Lothar 2000–2003	241 448
	Total pour contrôle	4 742 344

2.2 Amortissement des équipements

Un amortissement annuel de 10% est normalement pris en compte pour les investissements dans le compte de fonctionnement des forêts domaniales. Des amortissements extraordinaires ont été possibles durant ces dernières années, grâce à une situation générale positive.

Tous les investissements précédents (infrastructures y compris bâtiments, ouvrages de protection, etc.) figurent encore, selon le bilan au 31.12.2007, avec une valeur de 1 571 210 francs. Environ 80 projets différents sont identifiés, dont moins de 10 concentrent plus de la moitié de la valeur. Cette valeur d'établissement du bilan très basse conduit à une charge d'amortissement modeste du compte courant des forêts domaniales.

Les investissements courants continueront à être amortis selon ce principe. Toutes les recettes de ces équipements (parts fédérales et participations de tiers) réduisent les frais d'amortissement.

2.3 Projets exécutés depuis 1998

Les dépenses brutes ci-dessous, réparties en fonction des composantes des projets, se basent sur les chiffres du contrôle par la gestion des projets.

411.2 / 411.3 Projets sylvicoles (forêts protectrices)		
Arrondissement	Nombre de projets	Dépenses en francs
3	1 projet	22 000
4	1 projet	515 000
5/6	1 projet	214 000
Total	3 projets	751 000
421.1 Amélioration de la desserte		
Arrondissement	Nombre de projets	Dépenses en francs
1	3 projets	262 000
2	2 projets	308 000
4	2 projets	396 000
5	3 projets	1 154 000
6	1 projet	133 000
Total	11 projets	2 253 000
421.2 Bâtiments et centres, infrastructure, cabanes		
Arrondissement	Nombre de projets	Dépenses en francs
1	3 projets	1 515 000
2	1 projet	85 000
4	1 projet	101 000
5	1 projet	716 000
6	2 projets	77 000
Total	8 projets	2 494 000
431 Mesures de protection, reboisement		
Arrondissement	Nombre de projets	Dépenses en francs
2	8 projets	2 584 000
3	1 projet	236 000
5/6	1 projet	64 000
Total	10 projets	2 884 000

Résumé	Planification 1998 (Fr.)	Réalisation (Fr.)
Projets sylvicoles (forêts protectrices)	1 846 000	751 000
Amélioration de la desserte	2 800 000	2 253 000
Bâtiments et centres / infrastructure / cabanes	1 255 000	2 494 000
Mesures de protection, reboisement	2 765 000	2 884 000
Protection de la nature et fonctions d'accueil	860 000	229 000
Participation à des syndicats	364 000	678 000
Divers	–	155 000
Total des charges brutes	9 890 000	9 444 000

L'attribution aux différentes catégories de projets se fait avec des chiffres arrondis. Par rapport au programme prévu de 1998, les constatations suivantes peuvent être faites:

- La correspondance entre la planification et la réalisation est en général satisfaisante à bonne, même si différents projets prévus ont été remplacés par d'autres.
- Les dépenses pour les dessertes ont été réduites plus que prévu.
- En revanche, plus de moyens ont été engagés pour des projets de bâtiments, les 3 nouvelles réalisations du Burgerwald et de Belfaux (arrondissement forestier 1) ainsi que du Petit Belmont (arrondissement forestier 5) sont déterminantes.
- Les projets de sylviculture et les mesures de soins aux forêts protectrices sont mieux placés dans le compte courant que dans le compte d'investissement. La situation est semblable pour les mesures liées à la protection de la nature, qui ne nécessitent généralement pas de gros investissements financiers.
- La période de réalisation a été largement plus longue que prévu. L'ouragan Lothar en représente une des raisons. Ses conséquences ont conduit pendant plusieurs années à une réorientation des ressources et des activités.
- Malgré les vastes et continues mesures d'économie observées depuis 2003, les contributions fédérales ont atteint pratiquement exactement le cadre budgétisé. Une grande partie de ces contributions ont concerné des projets dans le domaine de la protection contre les dangers naturels ainsi que dans le domaine des infrastructures.

3. COMMENTAIRES SUR LE NOUVEAU PROGRAMME

3.1 Remarques préliminaires

Les décisions de financement ultérieures pour chaque nouveau projet de détail ont normalement lieu au moyen d'une décision de Conseil d'État. Indépendamment des questions de financement, les procédures de consultation, de mise à l'enquête et d'obtention de permis doivent être menées. Pour autant que des projets puissent aussi être soutenus avec des fonds fédéraux, les procédures d'autorisation correspondantes sont appliquées conformément à la nouvelle péréquation financière RPT. Des cofinancements de la Confédération, basés sur la loi sur les forêts LFo, sont encore possibles pour les produits «forêt de protection – infrastructure», «ouvrages de protection – mesures de protection» ainsi que «biodiversité». Le soutien de la Confédération pour ces domaines a été réduit de manière importante dans le cadre des programmes d'allègement budgétaires et lors de la mise en œuvre de la RPT. En outre, ces produits fédéraux couvrent des domaines qui ne tombent que pour une faible part sous la notion d'investissements. Les informations générales suivantes sur les différents secteurs d'investissement se réfèrent au chapitre 4, ainsi qu'aux fiches signalétiques des différents projets.

3.2 Remise en état et amélioration de chemins existants

Le besoin en desserte dans les forêts domaniales est en grande partie couvert grâce aux efforts faits par le passé. La valeur de référence de la densité de desserte par surface boisée dans les forêts domaniales est nettement supérieure à la moyenne cantonale. Conformément à la politique menée depuis des années, on doit renoncer par conséquent à de nouvelles constructions, et favoriser l'entretien ou l'amélioration de la desserte de base existante. Les processus de récolte de bois modernes et rationnels permettent le débardage du bois sur de plus grandes distances, notamment au moyen des câbles grue. Toutefois, ces techniques dépendent impérativement d'une très bonne desserte de base.

La mise en valeur des données vecteur de la carte nationale suisse permet de faire la synthèse suivante. Les chemins attribués aux classes 3 et 4 correspondent à l'image typique de la route forestière accessible aux camions (la 3^e classe comporte généralement un revêtement bitumineux), tandis que la classe 5 n'atteint pas ce standard et n'est utilisable que par les véhicules tout terrain ou les véhicules forestiers de débardage.

Longueur et densité de la desserte par classes de chemins et arrondissements:

Arrdt	3 Cl.	4 Cl.	5 Cl.	Total	Part	Surface Forêts domaniales	Densité 3/4 Cl.	Densité 3/4/5 Cl.
	m'	m'	m'	m'	%	ha	m'/ha	m'/ha
1	5 900	21 300	24 800	51 900	16%	770	35	67
2	22 000	26 000	25 700	73 700	23%	1 700	28	43
3	4 800	8 700	7 000	20 600	6%	260	53	80
4	500	12 500	6 700	19 700	6%	320	40	61
5	12 600	66 500	45 100	124 100	38%	1 200	65	103
6	11 000	8 600	14 600	34 200	11%	550	36	64
Total	56 900	143 500	123 800	324 200	100%	4 800	42	68

Comme la plus grande partie des chemins forestiers possède une couche de fermeture naturelle, ils sont facilement sujets à l'érosion et l'usure. Ils nécessitent une rénovation après quelques décennies. Beaucoup de travaux d'assainissements sont aussi nécessaires suite à des problèmes de glissements de terrain, spécialement dans les régions de Flysch. Les budgets d'entretien courants ne peuvent cependant assumer des réfections de telle importance.

La valeur totale des infrastructures de desserte existantes (frais de construction) avoisine les 70–80 millions de francs. Selon la littérature spécialisée (différentes publications, par exemple KUONEN, HIRT), la qualité d'un chemin forestier diminue avec le temps, même si l'entretien courant et l'entretien périodique sont effectués (charges moyennes annuelles 2 francs/m' pour l'entretien courant et 5 francs/m' pour l'entretien périodique). Il est admis qu'après environ quarante ans (moyenne), des travaux importants de remise à niveau sont nécessaires pour garantir la fonctionnalité et la sécurité de l'ouvrage. Aux prix actuels, ces frais de remise à niveau peuvent se situer entre 100 et 150 francs/m', d'où il en résulterait des frais de rénovation moyens d'environ 1 million de francs/année. Malgré l'état de vieillissement de ces infrastruc-

res, le montant du crédit actuel se situe à environ un tiers d'une telle référence.

Dans l'avant-dernier programme de 1990, une dépense brute de 6 millions de francs était prévue pour la desserte dans les forêts domaniales. Dans le programme de 1998 c'était encore 2,8 millions et dans le présent programme moins de 2 millions de francs sont budgétisés. Ce montant représente un seuil qui doit être assuré, à moins que l'Etat accepte une détérioration massive de la qualité des infrastructures concernées. Compte tenu des responsabilités qui incombent à tout propriétaire d'un ouvrage, des fermetures de chemins pourraient être la conséquence aux endroits où l'adéquation aux standards de sécurité pour les usagers ne serait plus assurée.

3.3 Centres forestiers (bâtiments d'exploitation)

Après la réalisation de 3 centres forestiers durant la période passée, il reste encore un dernier besoin important dans le district de la Singine. Ce projet était déjà prévu dans le dernier crédit, mais a toutefois dû être reporté, principalement à cause de questions d'organisation.

Avec environ 1800 ha, la plus grande partie des forêts domaniales se trouve dans le district de la Singine. Dans cet arrondissement, différentes infrastructures sont certes disponibles, mais ne répondent plus aux exigences modernes. Une évaluation d'emplacement détaillée a conduit au projet, partie intégrante du présent message, qui constitue la partie principale des besoins d'investissement.

De plus, différents agrandissements de bâtiments existants sont nécessaires. Le développement dans le domaine de l'énergie et la demande accrue de bois énergie rendent nécessaires l'amélioration des conditions de stockage et l'augmentation des volumes disponibles.

Dans la forêt domaniale du Chablais, la création d'un centre à faune – forêt, qui doit servir en particulier au secteur de la faune terrestre, est proposé.

3.4 Délassement et accueil du public, divers bâtiments

L'aménagement d'installations d'accueil modestes (par exemple transformation de dépôts de matériel en abris ouverts) répond au besoin croissant du public pour des activités de loisirs et de délassement en forêt.

Dans le 2^e arrondissement forestier, il existe 26 cabanes forestières et bâtiments qui furent utilisés, par le passé, pour les besoins de l'exploitation forestière. Des solutions, ne chargeant pas les comptes de l'Etat, doivent être trouvées pour ces cabanes. Au cas où ceci n'est pas possible, la démolition de bâtiments est à envisager. Sans compter les bâtiments qui sont actuellement loués sans charger les forêts domaniales, il reste 7 bâtiments plus importants qui sont utilisés, aujourd'hui encore, tant pour l'exploitation forestière que pour l'exploitation d'alpages. Ici, quelques rénovations et assainissements avec un caractère d'investissement sont projetés.

Une idée de projet particulière propose la construction d'une tour panoramique dans les forêts du Chablais, dans la zone riveraine du lac de Morat. Ici, une réserve d'importance nationale pour les oiseaux d'eau et de migrants est prévue pour 2009. Cet aspect peut être combiné avec la fonction de délassement des forêts par la mise à disposition du public d'une tour d'observation. Un autre

emplacement intéressant se trouve dans l'agglomération de Fribourg, dans la forêt domaniale de Belfaux où existent des synergies avec d'autres infrastructures déjà en place.

Une telle tour serait construite en bois, et représenterait aussi bien une attraction pour la population locale et le tourisme, qu'une carte de visite pour la construction en bois. Par contre, la réalisation d'un tel projet dépend d'un cofinancement supplémentaire important de la part de communes concernées et éventuellement de privés (sponsoring), aspect qui n'est pas concrétisé à ce stade. Dans le cadre de la création de ladite réserve, une participation supplémentaire de la Confédération serait éventuellement envisageable.

3.5 Mesures de protection contre les dangers naturels

Sous cette rubrique sont compris les projets ayant pour but la protection contre les diverses forces de la nature. Il s'agit principalement des constructions paravalanches, des protections contre les chutes de pierres, des ouvrages de correction de torrents, des constructions contre l'érosion et les glissements.

Les projets prévus dans le présent programme se situent exclusivement dans le 2^e arrondissement forestier (district de la Singine). Ils s'orientent vers les dangers naturels propres à cette région, à savoir les processus de glissements et de crues. En plus des mesures sylvicoles, des mesures techniques doivent être prises localement afin d'assurer de manière durable la fonction de protection remplie par les grandes surfaces de reboisement du siècle passé. Plusieurs barrages dans les torrents ont subi d'importants dégâts dans le courant de cette décennie et risquent d'être complètement anéantis en cas de crue. Ces tronçons critiques doivent être constamment surveillés et remis en état. Les méthodes de génie biologique actuellement utilisées (construction en bois et protection contre l'érosion par plantations), permettent une très bonne intégration de ces mesures dans la nature.

Par rapport au dernier programme, les réalisations dans ce domaine seront réduites pour les raisons suivantes:

- Divers travaux de rénovation en suspens, dans le domaine de la correction de torrent, ont été effectués dans les forêts domaniales lors de la période précédente.
- Les dangers les plus importants sont liés à l'eau et aux instabilités des versants.
- Conformément aux stratégies et approches actuelles, les mesures préventives les plus coûteuses doivent se concentrer sur les régions avec un potentiel de dégâts directs important. Les forêts domaniales couvrent souvent des bassins versants, dans lesquels les effets de protection se font indirectement. La preuve de l'efficacité coûts – bénéfices n'est pas toujours facile à apporter.

C'est une des tâches du Service forestier que d'entreprendre des soins dans les bassins versants, de telle sorte qu'une dégradation lente du paysage soit évitée. En effet, de tels processus peuvent conduire à une augmentation importante du potentiel de danger et par conséquent à une augmentation massive des investissements nécessaires.

La justification pour des mesures techniques d'accompagnement dans le domaine des dangers naturels peut être résumée comme suit: aussi peu que possible, autant que nécessaire.

3.6 Amélioration de biotopes et protection de la nature

Les forêts domaniales de notre canton, et avec eux le service forestier cantonal, peuvent apporter une contribution dans le domaine de la protection de la nature, pour transmettre aux générations futures un paysage intact et intéressant. L'exploitation extensive de l'aire forestière est un facteur important pour le maintien de la qualité de nos ressources naturelles (air, sol, eaux souterraines).

Il s'est avéré, lors des dernières années, que les mesures prises en faveur de la protection de la nature dans les forêts domaniales, ne se font pas principalement par des investissements au sens financier, mais plutôt par une exploitation forestière adaptée, par un renoncement à certaines mesures et par le règlement de questions d'utilisation et de comportement.

Des mesures concernant la mise en valeur de 3 biotopes sont contenues dans le présent crédit.

3.7 Participation à des syndicats

Certaines forêts domaniales se situent dans le périmètre de projets d'améliorations foncières et doivent donc participer aux coûts de planification et de réalisation. Ceci au cas où la décision de réalisation y relative serait prise selon la procédure fixée dans la loi sur les améliorations foncières. Parce que la mise en œuvre de tels projets est décidée dans le cadre d'autres procédures, ces projets ne sont plus discutés dans le présent programme. Les participations probables se limitent à la part des coûts restant de ces investissements attribuée aux forêts domaniales.

4. PROGRAMME 2009–2016 POUR L'ÉQUIPEMENT DES FORÊTS DOMANIALES

Le tableau ci-après récapitule les investissements prévus par type d'objet conformément aux domaines d'équipements commentés dans le chapitre 3.

La période de référence, jusqu'en 2016, correspond à une planification grossière.

Explications sur les tableaux:

Devis:	devis estimatif, coûts bruts escomptés
Contributions CH:	participation escomptée de l'Office fédéral de l'environnement
Coûts restants Canton:	coûts nets escomptés, après réduction des contributions de la Confédération et de tiers
Arrdt:	Arrondissement forestier
N° réf.:	N° de référence de la fiche signalétique (dossier séparé, annexes)

Récapitulation	Devis	Contributions		Coûts restants Canton
		Tiers	CH	
Domaines d'équipement	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Remise en état et amélioration de chemins existants	1 990 000	--	190 000	1 800 000
Construction et amélioration des entrepôts	1 110 000	--	150 000	960 000
Délaçement et accueil du public, divers bâtiments	1 320 000	350 000	--	970 000
Mesures de protection contre les dangers naturels	550 000	--	190 000	360 000
Amélioration de biotopes et protection de la nature	200 000	--	--	200 000
Participation à des syndicats	180 000	--	--	180 000
Total	5 350 000	350 000	530 000	4 470 000

Les tableaux suivants indiquent le détail des investissements prévus. Une fiche signalétique standardisée a également été établie pour chaque projet.

Remise en état et amélioration de chemins existants						
Arrdt	Désignation du projet	N° réf.	Devis	Contribution CH		Coûts restants Canton
				%	Fr.	
			Fr.			Fr.
1	Chemin La Roche à Gips	1	100 000	40	40 000	60 000
2	Programm WEGSAN Aegera – Höllbach	2	575 000	18	100 000	475 000
2	Programm WEGSAN Sense	3	200 000	18	50 000	150 000
2	Programm WEGSAN (Rechthalten, Flamatt)	4, 5	75 000			75 000
2	Places de parc auprès de signaux d'interdiction de circuler	6	120 000			120 000
3, 4	Place de dépôt (Les Botteys), chemins et pistes (Bouleyres, Devin de Maules)	7, 8, 9	300 000			300 000
5	Ponts de l'Arbogne	10	200 000			200 000
6	Chemin des forêts de Derbaly	11	60 000			60 000
6	Chemin des forêts de Lussy	12	50 000			50 000
6	Chemin des forêts de Vauderens	13	100 000			100 000
6	Chemin des forêts de Joux-des-Ponts	14	70 000			70 000
6	Chemin des forêts de Montessingert	15	50 000			50 000
6	Chemin des forêts de Teysachaux	16	90 000			90 000
	Total		1 990 000		190 000	1 800 000

Construction et amélioration des entrepôts						
Arrdt	Désignation du projet	N° réf.	Devis Fr.	Contribution CH		Coûts restants Canton Fr.
				%	Fr.	
1	Centres Belfaux/Burgerwald/Cornard	20	100 000			100 000
2	Centre Brügi, forêt domaniale Sense	21	700 000	20	150 000	550 000
5,6	Centres et entrepôts forestiers et forêt-faune (Galm, Chablais, Lussy)	22, 23, 24	310 000			310 000
	Total		1 110 000		150 000	960 000
Délassement et accueil du public, divers bâtiments						
Arrdt	Désignation du projet	N° réf.	Devis Fr.	Contribution CH		Coûts restants Canton Fr.
				%	Fr.	
5	Tour en bois «Chablais»	31	700 000			350 000
2	Assainissement de cabanes forestières et alpestres	32	390 000			390 000
2	Démolition de cabanes	33	110 000			110 000
1, 6	Remise en état et transformation cabanes, abri ouvert (Burgerwald, Montesingert, Derbaly)	30, 34, 35	120 000			120 000
	Total		1 320 000			970 000
Mesures de protection contre les dangers naturels						
Arrdt	Désignation du projet	N° réf.	Devis Fr.	Contribution CH		Coûts restants Canton Fr.
				%	Fr.	
2	Mesures d'assainissement Rotbach	40	250 000	35	90 000	160 000
2	Programme BACH-SAN (assain. ruisseau)	41	300 000	35	100 000	200 000
	Total		550 000		190 000	360 000
Amélioration de biotopes et protection de la nature						
Arrdt	Désignation du projet	N° réf.	Devis Fr.	Contribution CH		Coûts restants Canton Fr.
				%	Fr.	
2, 6	Div. améliorations de biotopes (Singine, Vauderens, Teysachaux)	50, 51, 52	200 000			200 000
	Total		200 000			200 000
Participation à des syndicats						
Arrdt	Désignation du projet	N° réf.	Devis Fr.	Contribution CH		Coûts restants Canton Fr.
				%	Fr.	
1	Piste d'accès La Combent	60	130 000			20 000
2	Diverses participations	61	1 420 000			145 000
6	Chemins Pra de la Chaux	62	60 000			15 000
	Total					180 000

5. CONSIDÉRATIONS FINALES

Depuis des décennies, différents projets sont réalisés avec succès dans les forêts domaniales. Une telle réussite n'a été possible que grâce à l'engagement du personnel de l'Etat et au soutien par le Grand Conseil des programmes d'équipements antérieurs.

Par rapport au passé, il faut constater aujourd'hui que le soutien de la Confédération, dans le cadre des programmes d'économies et suite à l'introduction de la nouvelle péréquation financière, a été massivement réduit. Cela aussi bien au niveau des domaines subventionnables, des taux ainsi que des crédits disponibles. Le présent message tient compte de cette situation, différents projets ayant déjà été supprimés lors de la phase préparatoire. De cette façon, le montant d'investissement à la charge du canton reste dans le cadre des crédits précédant des années 1990 et 1998, ceci malgré l'absence de participation fédérale.

Le présent programme permet, avec un investissement modéré au vu de la surface concernée, d'entretenir la forêt avec des méthodes actuelles et adaptées en réalisant les équipements nécessaires.

Nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

Annexes: – Carte avec vue d'ensemble des projets

- Les fiches signalétiques par projet peuvent être consultées sur le site internet du SFF
http://admin.fr.ch/sff/fr/pub/organisation/sff/activites/forets_domaniales.htm

BOTSCHAFT Nr. 108 3. November 2008 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für Daueranlagen in Staatswäldern

Entsprechend den Artikeln 29ff des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staats und dessen Ausführungsreglement vom 12. März 1996 unterbreiten wir Ihnen das Projekt eines Dekretes über einen Verpflichtungskredit von 4 470 000 Franken für Daueranlagen in Staatswäldern.

Folgende Investitionsbereiche sind damit verbunden:

- Instandstellung und Verbesserungen von bestehenden Waldwegen
- Bau und Verbesserungen von Betriebsgebäuden
- Freizeit und Erholung im Wald, diverse Gebäude
- Schutzmassnahmen gegen Naturgefahren
- Biotopverbesserungen und Naturschutz
- Beteiligung an Vorhaben von Bodenverbesserungskörperschaften

Das letzte Dekret für den Staatswald betreffend die Umsetzung eines Mehrjahres-Programms (1998–2004) wurde am 11. Mai 1998 vom Grossen Rat verabschiedet und am 18. August 1998 vom Staatsrat promulgiert. Aus verschiedenen Gründen erfuhr das Investitionsprogramm im Staatswald gewisse Verzögerungen, weshalb die 1998 gesprochenen Mittel von 5 262 570 Franken

erst im Verlauf des Jahres 2008 erschöpft werden. Die Investitionsprogramme für «Gemeinde- und Privatwald» einerseits und «Staatswald» andererseits sind seit 1997 getrennt behandelt. In der vorliegenden Botschaft sind Schutzwaldpflege-Projekte nicht enthalten, weil sie nicht mehr den Investitionen zugeordnet sind. Dieser Transfer von Investitionsausgaben zur laufenden Rechnung hat geringfügige finanzielle Konsequenzen, weil in der vergangenen Periode nur drei Projekte betroffen sind (Volumen ca. 50 000 Franken/Jahr für die Periode 1998–2007), und ein einziges Projekt in der neuen Periode mit einem Gesamtaufwand von 120 000 Franken (2009–2016, Nettobetrag ca. 20 000 Franken).

Die vorliegende Botschaft gliedert sich in 5 Teile:

1. Kurzinformation über den Staatswald
2. Verwendung des letzten Verpflichtungskredits: Übersicht und aktueller Stand
3. Erläuterungen zum neuen Programm
4. Übersicht zum Programm 2009–2016 für Investitionen in den Staatswäldern
5. Schlussbemerkungen

1. KURZINFORMATION ÜBER DEN STAATSWALD

Der Staatswald des Kantons Freiburg weist eine Gesamtfläche von ca. 4800 Hektaren (oder etwa 12% der gesamten Waldfläche des Kantons) auf. Er ist im ganzen Kanton verteilt auf etwa 35 grössere Waldkomplexe sowie zahlreiche kleinere Flächen. Diese Verteilung ist im Anhang mit einer Übersichtskarte dargestellt.

Die Bewirtschaftung des Staatswaldes orientiert sich an den folgenden Zielen:

- Nachhaltige Nutzung des ökologisch herausragenden Rohstoffes Holz
- Erhaltung und Verbesserung der Schutzfunktion gegen Naturgefahren
- Verbesserung der Lebensräume für Flora und Fauna (Naturschutz)
- Berücksichtigung der Erholungsfunktion

Dabei soll die Betriebsführung unter Berücksichtigung von betriebswirtschaftlichen Kriterien erfolgen. Gemäss den letzten Zahlen aus dem Jahr 2007 wird im Bereich der Staatswälder jährlich eine produktive Arbeitszeit im Umfang von ca. 64 000 Stunden oder im Durchschnitt ca. 14 Stunden/Hektare Waldfläche geleistet. Das Betriebsergebnis war bei einem Gesamtaufwand von 7,43 Millionen Franken und Erträgen von ca. 5,26 Millionen Franken zwar defizitär, aber deutlich besser als budgetiert. In diesem Ergebnis sind auch verschiedene Wohlfahrtsleistungen enthalten. Die wirtschaftlich orientierten Betriebsteile (Holzproduktion, Arbeiten für Dritte) sind praktisch kostendeckend und zeigen mit steigendem Holzpreis wieder sehr positive Tendenzen.

In den vergangenen 10 Jahren wurden im Zuge der Reorganisation der öffentlichen Wälder in Revierkörperschaften mehr als die Hälfte der Staatswälder (ca. 2900 Hektaren) für die Bewirtschaftung mit den umgebenden Gemeindewaldungen zusammen geführt. Die Planung, Organisation und Realisierung der verschiedenen Arbeiten im Staatswald erfolgt hier durch die zuständigen Betriebsleiter, unter der Aufsicht der jeweils zuständigen Kreisforstämter des Amts für Wald, Wild und Fischerei. Die Oberaufsicht liegt beim Dienstchef resp. der zuständigen Direktion. Die im Sensebezirk gelegenen Staatswälder bilden ab 2008 eine betriebliche Einheit unter dem Namen «Staatsforstbetrieb Sense» (ca. 1800 Hektaren).

Während der laufende Unterhalt von Daueranlagen von diesen neuen Betriebseinheiten wahrgenommen wird, verbleiben die Arbeiten mit Investitionscharakter (grosse Instandstellungen, neue Anlagen, etc.) wie bisher vollständig beim Grundeigentümer. Bezüglich der Investitionen in den Staatswäldern ergibt sich deshalb durch die bereits durchgeführten und zurzeit geplanten Reorganisationen und Umstrukturierungen keine grundsätzlich neue Ausgangslage.

2. VERWENDUNG DES LETZTEN VERPFLICHTUNGSKREDITES: ÜBERSICHT UND AKTUELLER STAND

2.1 Finanzielle Stand gemäss Verwaltungsrechnung

Entsprechend dem bisherigen System erfolgt die Kontrolle des Verpflichtungskredits über die tatsächlichen Aufwendungen.

	Fr.
Restkredit Dekret vom 20.11.1990	401 196
+ Dekret vom 11.05.1998	5 262 570
Total verfügbar brutto 01.01.1998	5 663 766
– Nettoaufwand 1998 (ohne Erträge)	656 413
– Nettoaufwand 1999	353 583
– Nettoaufwand 2000	394 787
– Nettoaufwand 2001	475 583
– Nettoaufwand 2002	837 897
– Nettoaufwand 2003	610 527
– Nettoaufwand 2004	938 376
– Nettoaufwand 2005	75 392
– Nettoaufwand 2006	99 495
– Nettoaufwand 2007	58 843
– Belastung Kredit Lothar 2000–2003	241 448
Subtotal Nettoaufwand	4 742 344
Verfügbar 01.01.2008	921 422

Für den Zeitraum 1998–2007 ergibt sich aufgrund der Finanzrubriken bei den Investitionen das folgende Bild:

Pos.	Beschreibung	Fr.
501.006	Material und Drittleistungen für Infrastruktur	5 589 517
501.007	Eigenleistungen für Infrastruktur	1 090 156
505.001	Material und Drittleistungen Schutzmassnahmen	1 342 109
505.002	Eigenleistungen für Schutzmassnahmen	1 423 036
Total Aufwand		9 444 818
631.001	Leistungen für Dritte	290 459
660.007	Bundesbeiträge für Infrastruktur	2 414 241
660.008	Bundesbeiträge für Schutzmassnahmen	2 239 222
Total Ertrag		4 943 922
Nettoaufwand 1998–2007		4 500 896
Belastung Lothar 2000–2003		241 448
Kontrolltotal		4 742 344

2.2 Tilgung der Investitionen

Die Investitionen werden normalerweise mit jährlichen Abschreibungen von 10% in der Verwaltungsrechnung des Staatswaldes berücksichtigt. Dank einer positiven Gesamtsituation waren in den letzten Jahren verschiedene ausserordentliche Abschreibungen möglich.

Sämtliche bisherigen Investitionen (Infrastruktur inkl. Werkhöfe, Schutzbauten, etc.) figurieren gemäss der Bilanz per 31.12.2007 noch mit einem Wert von 1 571 210 Franken. Ausgewiesen sind etwa 80 einzelne Vorhaben, wobei sich die Hälfte der Bewertung auf weniger als 10 Objekte konzentriert. Dieser sehr tiefe Bilanzierungswert führt zu einer bescheidenen Belastung der laufenden Rechnung der Staatswälder durch Amortisationen.

Die Investitionen werden weiter nach diesem Prinzip abgeschrieben. Alle Erträge für Investitionen (Bundesbeiträge, Beiträge von Dritten) reduzieren den Abschreibungsaufwand.

2.3 Ausgeführte Projekte seit 1998

Die nachfolgenden Zahlen basieren auf der laufenden Projektkontrolle. Es sind die Beträge des Bruttoaufwands ausgewiesen.

411.2 / 411.3 Waldbauprojekte Schutzwald		
Kreis	Anzahl Projekte	Aufwand
3	1 Projekt	22 000
4	1 Projekt	515 000
5/6	1 Projekt	214 000
Total	3 Projekte	751 000
421.1 Verbesserung Erschliessung		
Kreis	Anzahl Projekte	Aufwand
1	3 Projekte	262 000
2	2 Projekte	308 000
4	2 Projekte	396 000
5	3 Projekte	1 154 000
6	1 Projekt	133 000
Total	11 Projekte	2 253 000

421.2 Werkhöfe, Infrastruktur, Hütten		
Kreis	Anzahl Projekte	Aufwand
1	3 Projekte	1 515 000
2	1 Projekt	85 000
4	1 Projekt	101 000
5	1 Projekt	716 000
6	2 Projekte	77 000
Total	8 Projekte	2 494 000
431 Schutzbauten und -anlagen, Aufforstungen		
Kreis	Anzahl Projekte	Aufwand
2	8 Projekte	2 584 000
3	1 Projekt	236 000
5/6	1 Projekt	64 000
Total	10 Projekte	2 884 000

Zusammenfassung	Planung 1998 (Fr.)	Realisierung (Fr.)
Waldbauprojekte (Schutzwald)	1 846 000	751 000
Verbesserung Erschliessung	2 800 000	2 253 000
Werkhöfe / Infrastruktur / Hütten	1 255 000	2 494 000
Schutzbauten und -anlagen, Aufforstungen	2 765 000	2 884 000
Naturschutz und Erholung	860 000	229 000
Beteiligung des Staatswaldes an Genossenschaften	364 000	678 000
Verschiedenes	-	155 000
Total Bruttoaufwand	9 890 000	9 444 000

Die Zuordnung zu den einzelnen Projektkategorien erfolgt mit gerundeten Zahlen. Gegenüber dem geplanten Programm von 1998 können folgende Feststellungen gemacht werden:

- Die Übereinstimmung zwischen der Planung und der Realisierung ist im Allgemeinen zufriedenstellend bis gut, auch wenn einzelne vorgesehene Projekte durch andere ersetzt wurden.
- Der Aufwand für Erschliessungen fiel tiefer aus als geplant.
- Dagegen wurden mehr Mittel als vorgesehen für Werkhofprojekte eingesetzt, ausschlaggebend waren die 3 Neubau-Vorhaben Burgerwald und Belfaux (Forstkreis 1) sowie Petit Belmont (Forstkreis 5).
- Waldbauprojekte und Massnahmen der Schutzwaldpflege figurieren eigentlich besser in der laufenden Rechnung als in den Investitionen, die Situation ist ähnlich bei Projekten zugunsten des Naturschutzes, welche meist keine grossen finanziellen Investitionen benötigen.
- Der Realisierungszeitraum war wesentlich länger als vorgesehen. Ein Grund war auch der Orkan Lothar, welcher während mehreren Jahren zu einer Umorientierung von Ressourcen und Aktivitäten führte.
- Trotz seit 2003 anhaltenden umfangreichen Sparmassnahmen lagen die Bundesbeiträge praktisch exakt im

budgetierten Rahmen, der Grossteil dieser Beiträge betraf Projekte im Bereich Schutznahmen gegen Naturgefahren sowie im Bereich Infrastruktur.

3. ERLÄUTERUNGEN ZUM NEUEN PROGRAMM

3.1 Vorbemerkung

Die späteren Finanzierungsentscheide für neue Einzel- oder Detailprojekte erfolgen im Normalfall mittels Staatsratsentscheid. Unabhängig von Finanzierungsfragen sind allenfalls Mitberichts-, Auflage- und Genehmigungsverfahren durchzuführen. Sofern Projekte auch mit Bundesmitteln unterstützt werden können, kommen die entsprechenden Genehmigungsverfahren gemäss Neuem Finanzausgleich NFA zur Anwendung. Mitfinanzierungen des Bundes basierend auf dem Waldgesetz WaG sind noch möglich in den Produkten «Schutzwald – Infrastruktur», «Schutzbauten – Schutzmassnahmen» sowie «Biodiversität». Die Unterstützung des Bunds für diese Aufgabenbereiche wurde im Rahmen der Sparprogramme und der Umsetzung NFA sehr stark reduziert. Zudem decken diese Bundesprodukte Bereiche ab, welche nur zu einem kleinen Teil unter den Begriff der Investitionen fallen. Die nachfolgenden allgemeinen Informationen zu den verschiedenen Investitionsbereichen beziehen sich auf das Kapitel 4, sowie auf die Kennblätter der einzelnen Vorhaben.

3.2 Instandstellung und Verbesserungen von bestehenden Waldwegen

Der Erschliessungsbedarf im Staatswald ist dank früherer Anstrengungen im Wesentlichen abgedeckt. Der Referenzwert der Wegdichte pro Waldfläche liegt für den Staatswald deutlich über dem kantonalen Durchschnitt. Entsprechend der seit Jahren geführten Politik soll deshalb auf Neubauten verzichtet werden, zugunsten der Aufrechterhaltung oder Verbesserung der bestehenden Basiserschliessungen. Die modernen und rationellen Holzernteverfahren erlauben die Bringung von Holz über grössere Distanzen und mittels Seilkraneinsätzen. Allerdings sind diese Techniken zwingend auf eine sehr gute Basiserschliessung angewiesen.

Die Auswertung von Vektordaten der Schweizerischen Landestopographie erlaubt die nachstehende Zusammenstellung. Die der 3. und 4. Klasse zugeordneten Wege entsprechen dem typischen Bild der lastwagentauglichen «Waldstrasse» (3. Klasse meist mit Schwarzbelag), während die 5. Klasse Wege diesem Standard nicht entsprechen und noch tauglich sind für Geländefahrzeuge oder forstliche Rückefahrzeuge.

Weglängen und Wegdichte nach Klassen und Forstkreisen:

Kreis	3 Kl.	4 Kl.	5 Kl.	Total	Anteil	Fläche Staatswald	Dichte 3/4 Kl.	Dichte 3/4/5 kl.
	m'	m'	m'	m'	%	ha	m'/ha	m'/ha
1	5 900	21 300	24 800	51 900	16%	770	35	67
2	22 000	26 000	25 700	73 700	23%	1 700	28	43
3	4 800	8 700	7 000	20 600	6%	260	53	80
4	500	12 500	6 700	19 700	6%	320	40	61
5	12 600	66 500	45 100	124 100	38%	1 200	65	103
6	11 000	8 600	14 600	34 200	11%	550	36	64
Total	56 900	143 500	123 800	324 200	100%	4 800	42	68

Weil der grössere Teil der Waldwege eine natürliche Verschleisschicht aufweist, werden sie infolge Erosion und Abnutzung nach einigen Jahrzehnten erneuerungsbedürftig. Viele Sanierungen sind auch notwendig infolge von Rutsch- und Kriechproblemen insbesondere in Flyschgebieten. Solche aufwändigen Instandstellungen können nicht mit dem laufenden Unterhalt bewältigt werden.

Der gesamte Wert der bestehenden Anlagen (Erstellungsaufwand) dürfte im Bereich von 70–80 Millionen Franken liegen. Gemäss der Fachliteratur (verschiedene Publikationen z.B. KUONEN, HIRT) nimmt die Qualität von Forstwegen im Verlauf der Zeit ab, auch wenn der laufende und der periodische Unterhalt sichergestellt ist (durchschnittliche jährliche Aufwendungen liegen bei 2 Franken/m' für den laufenden resp. 5 Franken/m' für den periodischen Unterhalt). Nach einem Zeitraum von durchschnittlich ca. 40 Jahren sind umfangreiche Erneuerungsarbeiten notwendig um die Funktionstauglichkeit des Werkes sicher zu stellen. Bei den aktuellen Baupreisen liegen solche Erneuerungskosten im Bereich von 100 bis 150 Franken/m'. Mit diesen Eingangsgrössen errechnet sich ein mittlerer jährlicher Erneuerungsaufwand in der Grössenordnung von etwa 1 Million Franken. Trotz der zunehmenden Alterung dieser Infrastrukturen beträgt erreicht der Betrag im vorliegenden Kredit nur etwa ein Drittel dieser Referenz.

Im vorletzten Programm von 1990 war für den Staatswald ein Bruttoaufwand im Bereich der Erschliessung von 6 Millionen Franken. vorgesehen, im Programm von 1998 waren es noch 2,8 Millionen Franken und im vorliegenden Programm sind weniger als 2 Millionen Franken budgetiert. Dieser Betrag stellt eine untere Grenze dar, welche garantiert sein muss. Andernfalls akzeptiert der Staat eine massive Verschlechterung des Zustands der betroffenen Infrastrukturen. Aufgrund der Verantwortung, welche jeder Werkeigentümer hat, müssten wahrscheinlich Schliessungen von Anlagen ins Auge gefasst werden an Orten, wo die Funktionstauglichkeit und die Sicherheit der Benützer nicht mehr garantiert wären.

3.3 Betriebsgebäude

Nachdem in der vergangenen Periode insgesamt 3 Realisierungen von forstlichen Betriebsgebäuden erfolgten, verbleibt noch ein letzter wichtiger Bedarf im Sensebezirk. Dieses Vorhaben war bereits im letzten Kredit vorgesehen, musste jedoch hauptsächlich wegen Organisationsfragen hinausgeschoben werden.

Mit ca. 1800 Hektaren liegt der grösste Teil der Staatswälder im Sensebezirk. In diesem Kreis sind zwar verschiedene Infrastrukturen vorhanden, diese genügen jedoch modernen Anforderungen nicht mehr. Eine detaillierte Standortevaluation führte zum Projekt, welches Bestandteil der vorliegenden Botschaft ist und den Hauptteil des Investitionsbedarfs ausmacht.

Weiter sind verschiedene Erweiterungen bei bestehenden Werkhöfen notwendig. Insbesondere die Entwicklungen im Energiebereich und die damit verbundene erhöhte Nachfrage nach Energieholz machen verbesserte Lagerbedingungen und erhöhte Lagervolumen notwendig.

Im Staatswald Chablais ist die Schaffung eines Zentrums Fauna – Wald vorgeschlagen, welches insbesondere dem Bereich der terrestrischen Fauna dienen soll.

3.4 Freizeit und Erholung im Wald, Hütten, Alpwirtschaftsgebäude

Die Einrichtung von bescheidenen Erholungseinrichtungen (z.B. Öffnung von bestehenden Forsthütten) entspricht dem grösser werdenden Bedürfnis der Öffentlichkeit für Erholungs- und Freizeitaktivitäten im Wald.

Im 2. Forstkreis gibt es 26 verschiedene Hütten und Gebäude, welche früher für die Waldbewirtschaftung genutzt wurden, heute aber nicht mehr diesem Zweck dienen. Für diese Hütten müssen Lösungen gefunden werden, welche die Rechnung der Staatswälder nicht belasten. Falls diese Bedingung nicht erfüllt werden kann, ist der Gebäudeabbruch ins Auge zu fassen. Ohne Einbezug der selbsttragenden Liegenschaften verbleiben 7 wichtigere Gebäude, welche heute noch für die Wald- und auch die Alpbewirtschaftung genutzt werden. Hier sind einige Renovationen und Sanierungen mit Investitionscharakter geplant.

Eine besondere Projektidee besteht im Bau eines Aussichtsturms im Staatswald Chablais am Ufer des Murtesees. Im Zuge der Revision der Verordnung über die Wasser- und Zugvogelreservate von nationaler Bedeutung ist per 2009 die Schaffung eines Reservats geplant. Dieses Vorhaben wäre demzufolge sehr gut kombinierbar mit der Erholungsfunktion des Waldes. Ein günstiger, alternativer Standort liegt in der Agglomeration Freiburg im Staatswald Belfaux, wo bereits andere Infrastrukturen vorhanden sind.

Es soll ein Bau aus Holz entstehen, welcher sowohl eine Attraktion für die lokale Bevölkerung und den Tourismus als auch eine Visitenkarte für den Holzbau sein soll. Hingegen ist die Realisierung dieser Projektidee auf eine wichtige zusätzliche Mitfinanzierung durch betroffene Gemeinden und allenfalls Private (Sponsoring) angewiesen, was zurzeit nicht konkretisiert ist. Im Falle des Standorts im Chablais wäre möglicherweise eine bisher nicht vorgesehene Mitfinanzierung durch den Bund nicht ausgeschlossen.

3.5 Schutzmassnahmen gegen Naturgefahren

Unter dieser Rubrik werden die Projekte erfasst, deren Ziel im Schutz vor verschiedenen Naturgewalten liegt. Es handelt sich grundsätzlich um Lawinenverbauungen, Steinschlagschutz, forstliche Bachverbauungen, Erosions- und Rutschsanierungsmassnahmen.

Die geplanten Projekte des vorliegenden Programms liegen fast ausschliesslich im 2. Forstkreis (Sensebezirk), mit einer Ausrichtung auf die hier vorgegebene Naturge-

fahrensituation, welche sich auf die Prozesse Rutschungen und Hochwasser konzentriert. Damit die Schutzfunktionen der grossen Aufforstungsflächen des vergangenen Jahrhunderts langfristig sichergestellt sind, müssen nicht nur waldbauliche, sondern bei Bedarf auch lokal begrenzte technische Massnahmen realisiert werden. Diverse Bachsperrren wurden im Verlauf der Jahrzehnte teilweise zerstört oder sind baufällig. Sie können bei Hochwasserereignissen vollständig versagen. Solche kritischen Strecken müssen laufend überwacht und instand gestellt werden. Die angewandten Baumethoden sind ingenieurbioologischer Art (Verbau mit Holz, Erosionsschutz durch Bepflanzung). Damit lassen sich die Massnahmen sehr gut in die natürliche Umgebung integrieren.

Gegenüber dem letzten Programm ist dieser Bereich aus folgenden Gründen reduziert:

- Verschiedene anstehende Erneuerungsarbeiten im Bereich des Wildbachverbau in den Staatswäldern wurden in der vergangenen Periode ausgeführt.
- Die wichtigsten Gefahren entstehen durch Wasser und Hanginstabilitäten.
- Entsprechend den heutigen Strategien und Ansätzen sollten sich aufwändigere Schutzmassnahmen auf Bereiche mit direkt betroffenem wichtigem Schadenpotenzial konzentrieren. Staatswaldeigentum deckt oft Einzugsgebiete ab, in denen Schutzwirkungen indirekt erfolgen. Der Nachweis der Kosten- Nutzeneffizienz ist hier nicht immer einfach zu führen.

Es ist eine der Aufgaben des Forstdiensts, die Einzugsgebietspflege so vorzunehmen, dass eine langsame Degradierung der Landschaft vermieden wird, weil solche Prozesse zu einem sprunghaften Anstieg des Gefahrenpotenziale und massiv grösseren notwendigen Investitionen führen können.

Die Begründung für begleitende technische Massnahmen im Umgang mit Naturgefahren lässt sich wie folgt zusammenfassen: so wenig wie möglich, so viel wie nötig.

3.6 Biotopverbesserungen und Naturschutz

Die Staatswälder unseres Kantons und mit ihnen der kantonale Forstdienst können im Bereich spezieller Naturschutz einen Beitrag dazu leisten, unseren nachfolgenden Generationen eine intakte und interessante Landschaft zu erhalten. Die extensive Benutzung des Raumes Wald ist ein wichtiger Faktor in der Erhaltung der Qualität unserer natürlichen Ressourcen (Luft, Boden, Grundwasser).

Im den letzten Jahren hat sich gezeigt, dass Massnahmen zugunsten des Naturschutzes in den Staatswäldern nicht in erster Linie durch Investitionen im finanziellen Sinn erfolgen, sondern eher durch eine angepasste Waldbewirtschaftung, durch Verzicht auf Massnahmen und durch Regelungen von Nutzungsfragen und Verhaltensweisen.

Im vorliegenden Kredit sind Massnahmen zur Aufwertung von 3 Biotopen enthalten.

3.7 Beteiligung des Staatswalds an Genossenschaftsprojekten

Einige der Staatswälder liegen innerhalb des Werkperimeters von Bodenverbesserungsprojekten und müssen sich deshalb an den Kosten der Planung und Realisierung beteiligen, sofern es zu einer entsprechenden Beschluss-

fassung gemäss dem Bodenverbesserungsgesetz kommt. Weil über die Durchführung solcher Projekte im Rahmen von anderen Verfahren entschieden wird, sind die entsprechenden Projekte im vorliegenden Programm nicht weiter diskutiert. Die voraussichtlichen Beteiligungen beziehen sich nur auf den Restkostenanteil des Staatswalds an diesen Investitionen.

4. ÜBERSICHT ZUM PROGRAMM 2009–2016 FÜR INVESTITIONEN IN DEN STAATSWÄLDERN

Die nachstehende Tabelle fasst die vorgesehenen Investitionen zusammen, entsprechend den verschiedenen Investitionsbereichen, die im Kapitel 3 erläutert sind.

Der Bezugszeitraum bis 2016 entspricht einer Grobplanung.

Erklärungen zu den Tabellen:

KV:	Kostenvoranschlag, erwartete Bruttokosten
Beitrag Bund:	erwarteter Beitrag des Bundesamts für Umwelt
Restkosten Kanton:	erwarteter Nettobetrag, mit Abzug Beiträge Bund sowie Dritter
Kreis:	Forstkreis
Ref. Nr.:	Referenznummer des Kennblatts (separates Dossier, Beilage)

Zusammenfassung	KV	Beiträge		Restkosten Kanton
		Dritte	Bund	
Investitionsbereiche	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Instandstellung und Verbesserungen von bestehenden Waldwegen	1 990 000	--	190 000	1 800 000
Bau und Verbesserungen von Betriebsgebäuden	1 110 000	--	150 000	960 000
Freizeit und Erholung im Wald, verschiedene Gebäude	1 320 000	350 000	--	970 000
Schutzmassnahmen gegen Naturgefahren	550 000	--	190 000	360 000
Biotopverbesserungen und Naturschutz	200 000	--	--	200 000
Beteiligung an Genossenschaftsprojekten	180 000	--	--	180 000
Total	5 350 000	350 000	530 000	4 470 000

Die einzelnen Investitionsobjekte sind in den nachstehenden Tabellen wiedergegeben. Für jedes Projekt wurde zudem ein standardisiertes Kennblatt erstellt.

Instandstellung und Verbesserungen von bestehenden Waldwegen						
Kreis	Bezeichnung Projekt	Ref. Nr	KV Fr.	Beitrag Bund		Restkosten Kanton Fr.
				%	Fr.	
1	Burgerwald, La Roche à Gips	1	100 000	40	40 000	60 000
2	Programm WEGSAN Aergera – Höllbach	2	575 000	18	100 000	475 000
2	Programm WEGSAN Sense	3	200 000	18	50 000	150 000
2	Programm WEGSAN (Rechthalten, Flamatt)	4, 5	75 000			75 000
2	Parkplätze bei Fahrverboten	6	120 000			120 000
3, 4	Holzlagerplatz (Les Botteys), Staatswälder (Bouleyres, Devin de Maules)	7, 8, 9	300 000			300 000
5	Staatswald Berley – Chanéa: Ponts de l'Arbogne	10	200 000			200 000
6	Staatswald Derbaly	11	60 000			60 000
6	Staatswald Lussy	12	50 000			50 000
6	Staatswald Vauderens	13	100 000			100 000
6	Staatswald Joux-des-Ponts	14	70 000			70 000
6	Staatswald Montessingert	15	50 000			50 000
6	Staatswald Teysachaux	16	90 000			90 000
Total			1 990 000		190 000	1 800 000
Bau und Verbesserung von Betriebsgebäuden						
Kreis	Bezeichnung Projekt	Ref. Nr	KV Fr.	Beitrag Bund		Restkosten Kanton Fr.
				%	Fr.	
1	Werkhöfe Belfaux/Burgerwald/ Cornard	20	100 000			100 000
2	Werkhof Brügi, Staatsforstbetrieb Sense	21	700 000	20	150 000	550 000
5, 6	Werkhöfe und Depots für Forst und Fauna-Wald (Galm, Chablais, Lussy)	22, 23, 24	310 000			310 000
Total			1 110 000		150 000	960 000

Freizeit und Erholung im Wald, Hütten, Alpwirtschaftsgebäude						
Kreis	Bezeichnung Projekt	Ref. Nr	KV Fr.	Beitrag Bund		Res- tkosten Kanton Fr.
				%	Fr.	
5	Aussichtsturm «Chablais»	31	700 000			350 000
2	Sanierung Wald- und Alphütten	32	390 000			390 000
2	Abbruch Wald- und Alphütten	33	110 000			110 000
1, 6	Wiederinstandstel- lung und Umbau der Hütten, offener Unterstand (Burge- rwald, Montessingert, Derbaly)	30, 34, 35	120 000			120 000
Total			1 320 000			970 000
Schutzmassnahmen gegen Naturgefahren						
Kreis	Bezeichnung Projekt	Ref. Nr	KV Fr.	Beitrag Bund		Res- tkosten Kanton Fr.
				%	Fr.	
2	Sanierungsmassnah- men Rotebach	40	250 000	35	90 000	160 000
2	Programm BACHSAN	41	300 000	35	100 000	200 000
Total			550 000		190 000	360 000
Biotopverbesserungen und Naturschutz						
Kreis	Bezeichnung Projekt	Ref. Nr	KV Fr.	Beitrag Bund		Res- tkosten Kanton Fr.
				%	Fr.	
2, 6	Versch. Biotopverbes- serungen (Sense, Vau- derens, Teysachaux)	50, 51, 52	200 000			200 000
Total			200 000			200 000
Beteiligung des Staatswaldes an Genossenschaftsprojekten						
Kreis	Bezeichnung Projekt	Ref. Nr	KV Fr.	Beitrag Bund		Res- tkosten Kanton Fr.
				%	Fr.	
1	Zufahrt La Combet	60	130 000			20 000
2	Verschiedene Beteili- gungen	61	1 420 000			145 000
6	Wege Pra de la Chaux	62	60 000			15 000
Total						180 000

5. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Seit Jahrzehnten kommen im Staatswald verschiedenste Projekte zur erfolgreichen Ausführung. Diese Projekte konnten nur dank dem Einsatz des Staatspersonales und der Unterstützung durch den Grossen Rat umgesetzt werden.

Gegenüber der Vergangenheit ist heute festzustellen, dass die Unterstützung des Bunds im Rahmen von Sparprogrammen und infolge der Einführung des Neuen Finanzausgleichs massiv reduziert worden ist, dies sowohl bei den Subventionstatbeständen und bei den Subventionsätzen als auch bei den insgesamt verfügbaren Krediten. Die Vorlage trägt dieser Situation insofern Rechnung, als dass bereits in der Vorbereitungsphase verschiedene Projekte und Vorhaben fallen gelassen wurden. Damit verbleibt ein Investitionsbetrag zulasten Kanton, welcher trotz der fehlenden Bundesbeteiligung im Rahmen der beiden früheren Kredite der Jahre 1990 und 1998 liegt.

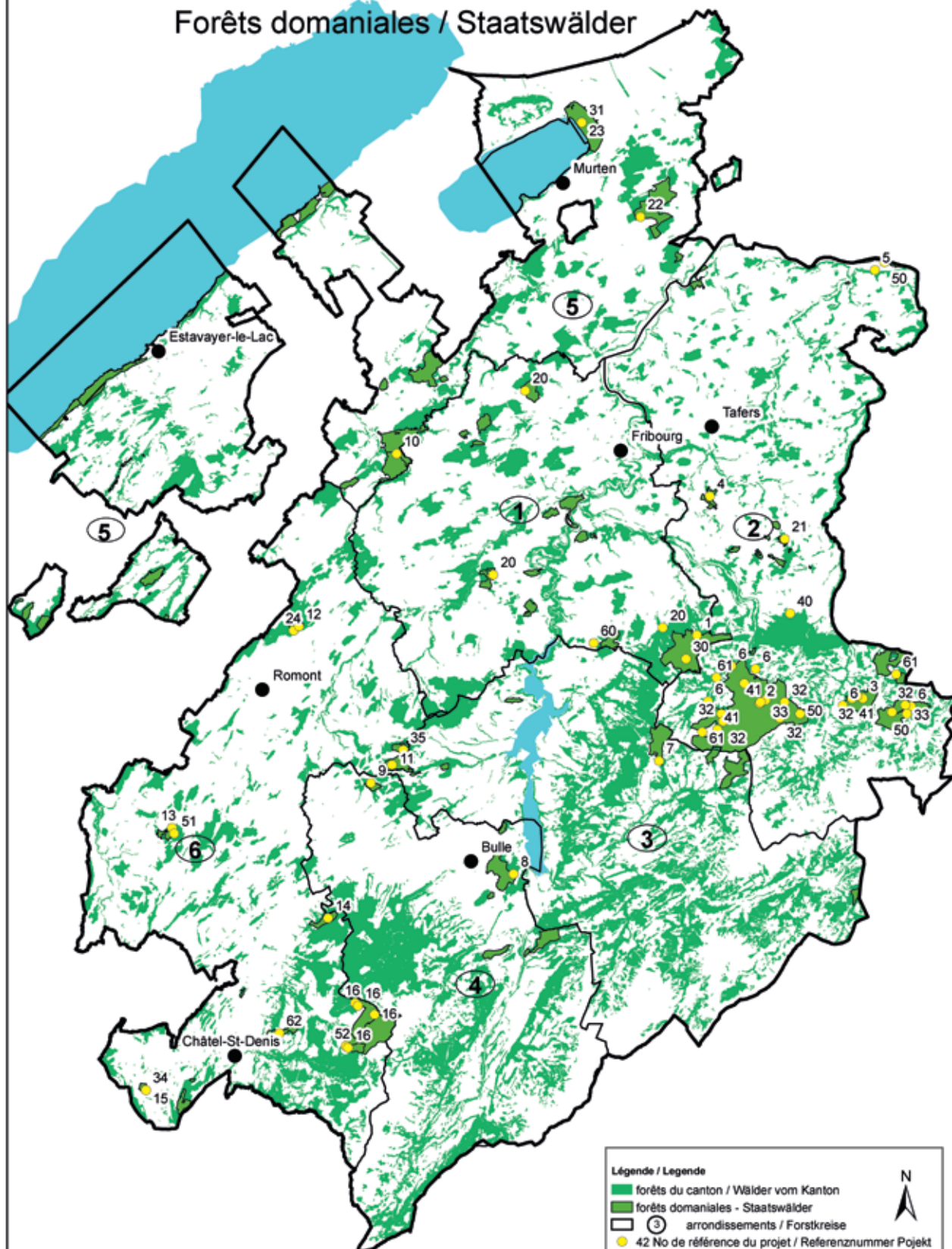
Das vorliegende Programm ermöglicht es, mit einem angemessenen und angesichts der betroffenen Fläche insgesamt bescheidenen Aufwand den Staatswald weiterhin auf eine zeitgemässe Art und Weise zu betreuen und darin die notwendigen Investitionen und Instandstellungen zu tätigen.

Wir bitten Sie, das vorliegende Programm zu genehmigen.

Beilagen: – Übersichtskarte mit den Projekten

- Die Kennblätter der einzelnen Projekte können auf der Internetseite des WaldA konsultiert werden http://admin.fr.ch/sff/de/pub/organisation_awwf/taetigkeitsbereiche/staatswald.htm

Vue d'ensemble / Übersichtskarte
Forêts domaniales / Staatswälder



Décret

du

relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour l'équipement des forêts domaniales

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu la loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles;

Vu le message du Conseil d'Etat du 3 novembre 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Le programme d'équipement des forêts domaniales pour la période 2009–2016 est approuvé.

Art. 2

Le coût du programme est estimé à 5 350 000 francs; il inclut la participation de l'Etat, par 180 000 francs, aux frais de constructions décidées par divers syndicats.

Dekret

vom

über einen Verpflichtungskredit für Daueranlagen in Staatswäldern

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

gestützt auf das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 3. November 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Programm für Daueranlagen der Staatswälder für die Jahre 2009–2016 wird genehmigt.

Art. 2

Die Kosten des Programms werden auf 5 350 000 Franken veranschlagt; dieser Betrag enthält die Beteiligung des Staates in der Höhe von 180 000 Franken an den von verschiedenen Genossenschaften beschlossenen Baukosten.

Art. 3

Le financement du programme est assuré par:

	Fr.
a) une participation cantonale	4 470 000
b) des subventions fédérales	530 000
c) des participations de tiers	350 000
TOTAL	5 350 000

Art. 4

Un crédit d'engagement de 4 470 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances.

Art. 5

Les crédits de paiements nécessaires à l'exécution du programme d'équipement forestier seront portés aux budgets financiers du Service des forêts et de la faune et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 6

¹ L'Administration des finances est autorisée à avancer la subvention fédérale, jusqu'à concurrence du montant représentant la part de la Confédération au programme annuel des travaux d'équipement.

² La subvention fédérale sera inscrite aux budgets financiers du Service des forêts et de la faune.

Art. 7

Les dépenses prévues à l'article 4 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 8

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

Art. 3

Das Programm wird finanziert durch:

	Fr.
a) den Anteil des Staates	4 470 000
b) Bundesbeiträge	530 000
c) Beteiligung von Dritten	350 000
TOTAL	5 350 000

Art. 4

Bei der Finanzverwaltung wird ein Verpflichtungskredit im Betrag von 4 470 000 Franken eröffnet.

Art. 5

Die für die Durchführung des Programms für forstliche Daueranlagen nötigen Zahlungskredite werden in den jährlichen Voranschlägen des Amts für Wald, Wild und Fischerei aufgeführt und nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 6

¹ Die Finanzverwaltung wird ermächtigt, den Betrag der Bundessubvention bis zur Höhe des Bundesbeitrags an das jährliche Infrastrukturprogramm vorzuschüssen.

² Der Bundesbeitrag wird in den Voranschlägen des Amts für Wald, Wild und Fischerei aufgeführt.

Art. 7

Die Ausgaben nach Artikel 4 werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

Art. 8

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.